

N° DP 25/215

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE 10 000 EUROS A L'ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE (ADIE) AU TITRE DE L'ANNEE 2025

Le Président de la Métropole

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission « Attractivité Economique et Développement Numérique » du 6 février 2025,

CONSIDERANT la demande de l'ADIE pour l'octroi d'une participation financière de Toulon Provence Méditerranée d'un montant de 15 000 €,

CONSIDERANT que l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE), reconnue d'utilité publique, accompagne et finance les personnes qui ont un projet de réinsertion professionnelle par la création d'entreprise ou par l'accès à un emploi,

CONSIDERANT que l'ADIE représente un soutien à la création, à la reprise et au développement d'entreprises (TPE) par l'octroi de microcrédits personnels et professionnels permettant de lever des freins au retour à l'emploi et l'accompagnement des entrepreneurs avant, pendant et après la création de leur entreprise,

CONSIDERANT le bilan positif de l'action de cette association en 2024 sur le territoire de la Métropole et son implication dans la vie économique de la Métropole,

CONSIDERANT que les objectifs pour l'année 2025 sont les suivants :

- Au moins 200 personnes résidant sur le territoire de TPM reçues en entretien ;
- Au moins 100 porteurs de projets financés sur TPM ;
- Un montant total d'interventions financières de l'association sur TPM situé entre 400 000 et 500 000 € ;
- Au moins 20 porteurs de projet formés dans le cadre de la formation « J'entreprends avec l'ADIE » ;
- Développer les actions de proximité au plus près des lieux de vie des entrepreneurs notamment dans les quartiers prioritaires,

CONSIDERANT la convention de subventionnement, ci-jointe,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ALLOUER à l'ADIE une subvention de 10 000 € pour son programme d'actions de l'année 2025.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe selon lesquels l'ADIE s'engage notamment à communiquer, régulièrement, à Toulon Provence Méditerranée des bilans intermédiaires de son activité sur le territoire de la Métropole.

ARTICLE 3

DE SIGNER la convention, ci-annexée.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget principal 2025, article 65748, opération 1239.

La présente Décision sera

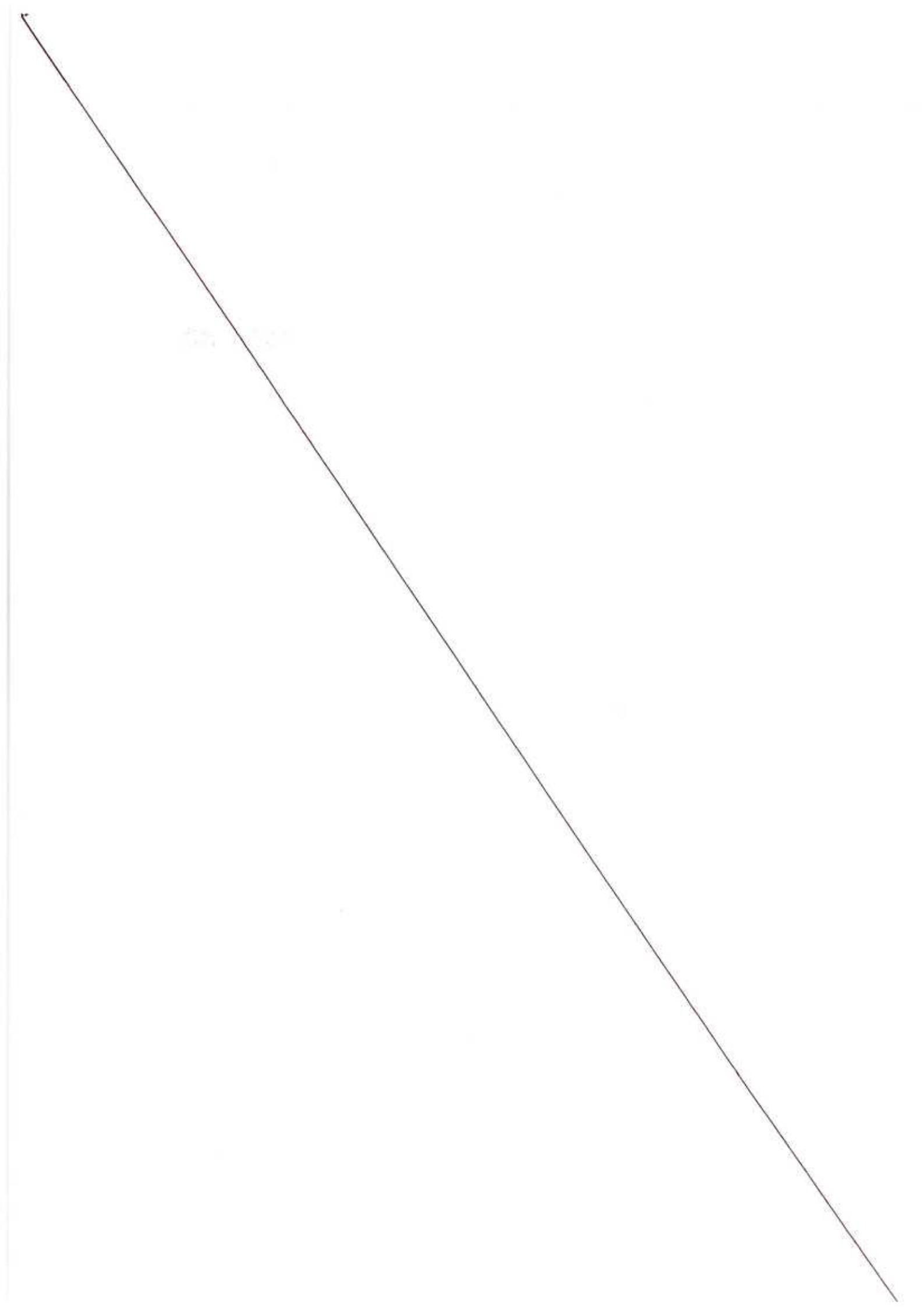
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

ET

L'ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE

POUR L'ANNEE 2025

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président,
Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la décision Président n°
du 2025, ci-après désignée TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE,

d'une part,

ET

L' « Association pour le Droit à l'Initiative Economique », désignée ci-après par
ADIE , sise 23 rue des Ardennes – 75019 PARIS, représentée par son Président,
Monsieur Frédéric LAVENIR,

d'autre part,

Convienent ce qui suit :

Article 1^{er} – Exposé des motifs

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE), reconnue d'utilité publique, accompagne et finance les personnes qui ont un projet de réinsertion professionnelle par la création d'entreprise ou par l'accès à un emploi. Elle octroie des microcrédits professionnels pour la création ou le développement d'une entreprise et des microcrédits personnels permettant de lever des freins au retour à l'emploi. Elle apporte un accompagnement technique gratuit (formation, conseil, aide au pilotage du projet).

Le réseau national de l'ADIE (directions régionales et antennes locales) s'adresse aux personnes en situation de précarité qui sont exclues du système bancaire classique.

L'association a été créée en 1988. C'est une association nationale dont le siège est à Paris et qui est organisée en directions régionales dont la direction PACA.

Depuis 2000, l'association dispose d'une représentation locale sur l'ensemble du département du Var. Son antenne départementale est implantée à Toulon (Place de la Liberté) ce qui lui permet d'intervenir sur l'ensemble du territoire de l'agglomération.

Compte tenu de l'intérêt que présente l'activité de l'ADIE dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence « développement économique » de Toulon Provence Méditerranée, cette dernière entend lui accorder un concours financier tenant compte du volume des projets accompagnés par l'Association sur le territoire de la Métropole.

Article 2 – Engagement de l'ADIE

L'ADIE s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs suivants pour 2025 :

- Au moins 200 personnes résidant sur le territoire de TPM reçues en entretien ;
- Au moins 100 porteurs de projets financés sur TPM ;
- Un montant total d'interventions financières de l'association sur TPM situé entre 400 000 et 500 000 € ;
- Au moins 20 porteurs de projet formés dans le cadre de la formation « J'entreprends avec l'ADIE » ;
- Développer les actions de proximité au plus près des lieux de vie des entrepreneurs notamment dans les quartiers prioritaires.

Article 3 – Engagement de la Métropole

Sur la base du budget prévisionnel de fonctionnement de l'ADIE pour l'exercice 2025 ci-joint, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir l'association financièrement au cours de l'exercice 2025 à hauteur de 10 000 euros.

Article 4 – Modalités de versement

La subvention de Toulon Provence Méditerranée sera versée à l'ADIE de la manière suivante :

- 70 % du montant indiqué à l'article 3 seront versés à la signature de la présente convention ;
- le solde, soit 30 %, sera versé après réception des documents visés à l'article 5.
- Si ces documents montrent que le montant total des dépenses réalisées pour le programme d'action subventionné est inférieur aux dépenses figurant dans le budget prévisionnel ci-joint, il conviendra d'appliquer une réduction de la subvention au prorata des dépenses réalisées.

Article 5 – Obligations de l'ADIE

L'ADIE s'engage à utiliser un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé et à tenir l'enregistrement de ses engagements.

L'ADIE s'engage à communiquer à Toulon Provence Méditerranée, au moins deux fois par an, le bilan intermédiaire de son activité sur le territoire de TPM (nombre de créateurs reçus, nombre de prêts d'honneur, créateurs suivis, activités concernées, etc..).

L'ADIE s'engage à communiquer à Toulon Provence Méditerranée, au plus tard le 30 juin 2026, le compte d'emploi de la subvention attribuée accompagné du rapport d'activités de l'année écoulée et du rapport financier approuvés par le conseil d'administration et visés par le Président de l'ADIE.

L'ADIE s'engage à fournir à Toulon Provence Méditerranée une copie du bilan et du compte de résultats 2025 et leurs annexes, certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes de l'association.

L'ADIE s'engage à faire apparaître sur tous ses documents d'information ou de promotion et sur son site Internet le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée et à faire parvenir à la Métropole au moins un exemplaire de chaque support diffusé.

L'ADIE s'engage à faire apparaître sur tous les documents signés par les porteurs de projets qu'elle accompagne le soutien financier de Toulon Provence Méditerranée.

Article 6 – Durée et résiliation de la convention

Cette convention est conclue à compter de sa notification et prendra fin à la date du mandatement du solde.

En cas de non-respect de tout ou partie des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être considérée comme résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi par l'une ou l'autre des parties d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'avoir à exécuter lesdits engagements.

Article 7 – Reversement de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'ADIE

En cas de non-respect par l'ADIE de ses engagements, celle-ci reversera à Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans la présente convention.

En cas de non réalisation des actions du fait de l'ADIE, celle-ci reversera la totalité des sommes versées par Toulon Provence Méditerranée.

Article 8 - Politique de gestion des données personnelles

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

Article 9 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en trois exemplaires originaux de cinq pages chacun,
à Toulon, le

Pour l'ADIE

Le Président,
Frédéric LAVENIR

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

Budget prévisionnel 2025 Adie

Métropole Toulon Provence Méditerranée

| CHARGES | PREVISIONNEL |
|---------|--------------|
|---------|--------------|

| | |
|---|------------------|
| 60 - Achat | 3 570 |
| Achats Prestations de services | 0 |
| Achats matières et de fournitures | 2 293 |
| Fourniture d'entretien et de petits équipements | 1 277 |
| Autres fournitures | 0 |
| 61 - Services extérieurs | 24 647 |
| Locations immobilières | 17 415 |
| Entretien et réparation | 3 476 |
| Assurance | 147 |
| Documentation | 0 |
| Divers : Autres locations (véhicules, matériels) | 3 609 |
| 62 - Autres services extérieurs | 6 833 |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 246 |
| Publicité, publication | 789 |
| Déplacements, missions | 3 723 |
| Frais postaux et de télécommunications | 2 075 |
| Services bancaires, autres | 0 |
| 63 - Impôts et taxes | 255 |
| Impôts et taxes sur rémunérations | 0 |
| Autres taxes et impôts | 255 |
| 64 - Charges de personnel | 169 206 |
| Rémunérations des personnels | 163 030 |
| Charges sociales (compris dans "Rémunérations") | 0 |
| Autres charges de personnel | 6 176 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 27 748 |
| 66 - Charges financières | 0 |
| 67 - Charges exceptionnelles | 0 |
| 68 - Dotation aux amortissements (immobilisations) | 0 |
| TOTAL DES CHARGES | 232 259 € |

| PRODUITS | PREVISIONNEL |
|----------|--------------|
|----------|--------------|

| | |
|--|------------------|
| 70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises | 0 |
| Prestation de services | 0 |
| Vente de marchandises | 0 |
| 74 - Subventions d'exploitation (9) | 147 404 |
| Etat / Projet ARQ | 6 600 |
| Région Sud - Répartition régionale | 23 605 |
| Département du Var | 24 000 |
| METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE | 15 000 |
| Autres ressources - Répartition nationale | 37 016 |
| Fonds européens - Répartition régionale | 22 683 |
| Partenaires privés - Répartition régionale | 18 500 |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 0 |
| 76 - Produits financiers | 84 855 |
| 77 - Produits exceptionnels | 0 |
| TOTAL DES PRODUITS | 232 259 € |

Budget prévisionnel 2025 non définitif.